



Communiqué aux médias

Berne, le 17 août 2020

Non à la révision inacceptable de la Loi sur la chasse

Le comité *Loi sur la chasse NON* aurait souhaité que la cohabitation avec le loup fasse l'objet d'une approche réfléchie. Or, cette révision revient à attaquer de manière totalement incompréhensible de nombreuses espèces animales protégées, à une époque où la biodiversité régresse ! La suppression des compétences fédérales en matière de tirs d'animaux protégés ainsi que de nouvelles formulations législatives floues minent la sécurité du droit et encouragent les décisions arbitraires. De même, la loi dessert la protection tant des forêts de montagne que de l'agriculture.

Aucun membre du comité du NON, adepte de la chasse ou de la protection de la nature, forestière ou forestier, parlementaire de tout bord politique (Verts, Vert'libéraux, Parti évangélique suisse (PEV), PS, PLR), ne s'inscrirait en faux contre une loi qui envisagerait notre cohabitation avec le loup de manière équilibrée. Or, le Parlement s'est perdu en chemin, déplore Niklaus Gugger, conseiller national PEV (ZH), lors de la conférence de presse du comité du NON à Berne : « *Au lieu d'organiser la cohabitation avec le loup de manière pragmatique, la nouvelle loi affaiblit la protection des espèces en Suisse. C'est une attaque frontale contre les mammifères et les oiseaux protégés.* » **Avec cette inacceptable Loi sur la chasse, des espèces protégées (lynx, castors, cygnes tuberculés, hérons cendrés, loups et loutres) courent le risque d'être abattues plus facilement. Et les espèces vulnérables et menacées, telles que le tétras-lyre, le lagopède, la bécasse des bois, le lièvre variable ou brun, ne sont toujours pas protégées.**

Affaiblissement de la protection des espèces et flou juridique

Le fait que la loi autorise désormais des tirs pour réguler des effectifs jusque dans les sites de protection de la faune sauvage montre à quel point la révision de la Loi sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages s'est éloignée d'une réglementation équilibrée entre chasse et protection. « *La loi autorise de fait des possibilités illimitées d'abattage* », constate Daniel Jositsch, juriste et conseiller aux Etats (ZH). En supprimant l'approbation de la Confédération pour les tirs d'espèces protégées, la loi brouille, selon M. Jositsch, les niveaux de protection des espèces animales menacées, ce qui rend impossible une protection durable des espèces rares au-delà des frontières cantonales. Etant donné que les animaux sauvages ne s'en tiennent pas aux limites cantonales, la protection des espèces menacées est donc fondamentalement remise en question.

Renforcer la protection des troupeaux au lieu de vendre le tir comme solution

La protection des troupeaux dans les Alpes suisses est encore balbutiante. Les éleveurs doivent en assumer la moitié des coûts supplémentaires (principalement dus à l'augmentation des coûts de personnel). En maints endroits, s'y ajoutent négligence et connaissances lacunaires. Il manque à la protection des troupeaux le fort lobbying d'associations paysannes reconnues. Kurt Fluri (SO), conseiller national PLR, s'indigne : « *Au lieu de s'engager en faveur des intérêts des exploitants d'alpage et de renforcer réellement la protection des troupeaux à tous les niveaux, les associations paysannes cherchent à nous vendre cette loi ratée comme une solution.* » En outre ce qui le dérange,



c'est qu'un abattage pourrait être à l'avenir justifié par la simple supposition que des animaux puissent causer un dommage, sans même que celui-ci soit particulièrement important.

Protéger le tétras-lyre, le lagopède alpin et le lièvre brun

Si une loi prétend « *apporter une protection accrue de la faune sauvage* » ou « *protéger davantage les espèces indigènes et leurs habitats* », il s'agit de mesurer cette revendication aux faits. Or, selon Claire Richard, députée cantonale et présidente des Vert'libéraux (VD), elle est contredite par la chasse toujours autorisée – y compris la chasse aux trophées – du tétras-lyre ou du lagopède alpin. Cette révision est une occasion manquée de régler la chasse d'animaux menacés et plus généralement de renforcer la protection des espèces dans l'esprit du temps.

Dire NON dans l'intérêt des forêts de montagne et de protection

A l'heure actuelle, les forestiers doivent accomplir un travail colossal et prendre des mesures (coûts à 6 chiffres) pour protéger les jeunes arbres contre la voracité des ongulés sauvages. Cela requiert – notamment dans les régions alpines – des milliers de grillages et des kilomètres de clôture. Il pourrait en aller autrement. Christophe Clivaz, conseiller national Vert (VS), souligne le rôle positif des prédateurs indigènes que sont le lynx et le loup, qui régulent les ongulés de manière naturelle. Loup et lynx veillent ainsi au rajeunissement, à la biodiversité et à la robustesse de nos forêts de montagne. De nombreuses forestières et forestiers, la *Société forestière suisse* et des représentants renommés de la sylviculture montagnarde s'engagent en faveur du NON. « *Elaborer une loi qui affaiblit la protection de la biodiversité est irresponsable* », fait valoir M. Clivaz.

Controversée jusque dans le milieu des chasseurs

Un exemple parmi d'autres : la prolongation de la période de protection de la bécasse des bois – présentée par le Conseil fédéral comme une amélioration – concerne exactement les 30 jours, où seuls 4% des bécasses sont chassées. Pour que les bécasses des bois suisses soient mieux protégées, il faudrait rallonger nettement cette période. Greta Gysin, conseillère nationale Verte (TI) ajoute : « *La Loi sur la chasse est combattue par de nombreuses chasseuses et chasseurs responsables, qui ont à cœur de préserver l'équilibre naturel.* » En autorisant les tirs d'animaux protégés et la chasse d'espèces menacées, cette loi ratée discrédite tout chasseur responsable. « *La Loi sur la chasse, telle qu'elle nous est présentée, n'est pas un compromis, c'est une régression.* »

Un NON au profit d'une Loi sur la chasse de notre époque et pour tout le pays

Un NON le 27 septembre, insiste le comité, est dans l'intérêt de toute la Suisse. Il ouvre la voie à une Loi sur la chasse progressiste et réellement protectrice. En tant que représentant d'un canton alpin, Christophe Clivaz le rappelle clairement : « *Il ne s'agit pas d'opposer la population urbaine à celle de la campagne ou au milieu des chasseurs, il s'agit de s'opposer à une loi qui nuit à l'ensemble du pays, car elle signifie une régression pour la protection des espèces.* »

Pour le comité parlementaire :

Christophe Clivaz, conseiller national, les VERTS VS | M 079 374 51 78 | christophe.clivaz@parl.ch

Claire Richard, députée cantonale, les Vert'libéraux VD | M 079 485 80 72 | claire.richard@gc.vd.ch

Greta Gysin, conseillère nationale, les VERTS TI | M 079 409 33 10 | greta.gysin@parl.ch

Niklaus Gugger, conseiller national, PEV ZH | M 079 385 35 35 | nik.gugger@parl.ch

Daniel Jositsch, conseiller aux Etats, PS ZH | M 079 503 06 17 | daniel.jositsch@parl.ch

Kurt Fluri, conseiller national, PLR SO | M 079 415 58 88 | kurt.fluri@solothurn.ch

Conférence de presse « Non à l'inacceptable Loi sur la chasse » 17 août 2020, 10 h15, Centre de presse du Palais fédéral

Christophe Clivaz, Conseiller national Les Verts, VS

Une loi d'un autre temps : non à l'affaiblissement de la protection des espèces.

Cette révision s'inscrit dans une vision où l'homme est maître et seigneur de la nature et où il doit, de l'extérieur, la dominer. C'est ce mode de pensée qui nous a amené dans les difficultés environnementales actuelles, que ce soient les effets du dérèglement climatique ou la perte de biodiversité. Il est temps de changer de vision et de comprendre que l'homme fait partie de l'écosystème naturel et que tout affaiblissement de la biodiversité lui est préjudiciable.

Oui, les animaux peuvent causer des dégâts aux cultures ou aux troupeaux mais la solution n'est pas de revenir en arrière en autorisant par exemple des tirs préventifs. Nous devons au contraire poursuivre la voie explorée ces dernières années, à savoir soutenir les exploitants agricoles dans la mise en œuvre de solutions pragmatiques et équilibrées pour protéger ces cultures et ces troupeaux.

Alors que les scientifiques évoquent une 6^{ème} extinction de masse en matière de biodiversité, il est irresponsable d'élaborer une loi qui diminue la protection de cette biodiversité. De même, les études scientifiques ont montré aujourd'hui le rôle positif du lynx et du loup dans la stabilité de l'écosystème forestier si important pour la protection des villages contre les avalanches et les chutes de pierres. Ces animaux régulent naturellement les populations de chevreuils et de cerfs qui broutent systématiquement les jeunes pousses d'arbres. Les grands prédateurs contribuent ainsi à des forêts riches en espèces et à leur régénération naturelle.

Il faut dire non à cette révision de la Loi sur la chasse afin que le législateur reprenne le dossier en main : nous pensons qu'il existe un besoin d'action pour trouver une solution raisonnable concernant le loup, dans le sens souhaité à l'origine par la motion Engler « Coexistence du loup et de la population de montagne » qui demandait une cohabitation durable entre l'homme, les animaux de rente et le loup. Mais on ne peut pas accepter une révision qui est une attaque contre la biodiversité et il faut trouver une voie plus appropriée pour que la chasse soit au service de l'équilibre écologique.

Enfin, et je tiens à insister sur ce point comme élu d'un canton de montagne, il ne s'agit pas d'une opposition menée par des habitants des villes contre des habitants des montagnes ou contre les chasseurs. Il s'agit bien de s'opposer à une loi qui est mauvaise pour tout le pays car elle signifie un retour en arrière dans la protection des espèces.

Contact :

Christophe Clivaz, Conseiller national Les Verts, VS
M 079 374 51 78 | christophe.clivaz@parl.ch

Medienkonferenz «Nein zum missratenen Jagdgesetz» 17. August 2020, 10.15 Uhr, Medienzentrum Bundeshaus Bern

Kurt Fluri, Nationalrat FDP, SO

Dieses Gesetz ist ein Rückschritt im Umgang mit Biber, Luchs, Wolf und Co

Wildtiere – zur Zeit der Wolf – sollen wie bisher im Falle von Schäden reguliert werden dürfen, aber nicht präventiv. Ziel muss sein, dass seltene Arten so häufig werden, dass es keinen Schutz mehr braucht.

Während der Beratungen im Bundesparlament wurden den Wildtieren alle erdenklichen Probleme der Bergregionen und der Landwirtschaft angelastet. Neu sollen präventive Abschüsse möglich werden. Der Biber wurde nur aus taktischen Gründen vorerst nicht auf die Abschussliste gesetzt. Doch alles was potenziell stört, wie Graureiher, Biber, Luchs, Fischotter oder Höckerschwan kann jederzeit auf der Abschussliste landen, ohne dass sich Volk und Parlament dazu äussern könnten.

Wildtiere brauchen Rückzugsgebiete, in welchen sie nicht gestört werden. Wildtierschutzgebiete sind ein Instrument, um solche Rückzugsgebiete zu sichern. Wie soll man Skifahrern und Mountainbikern erklären, dass sie diese umgehen sollen, wenn darin unliebsame geschützte Tiere reguliert bzw. geschossen werden können?

Herdenschutz stärken statt geschützte Tiere abschiessen

Hirten und ihre Hunde schützen Schafe vor Unfällen, Witterung, Verlorengehen und Schafrissen durch Hunde und Wölfe. In Zukunft ist die Landwirtschaft stärker gefordert, sich im Umgang mit Biber, Graureiher, Luchs, Wolf clever anzupassen. Der Schutz von Herden auf den Schweizer Alpen ist auszubauen und finanziell zu unterstützen. Tierhalter bleiben auf der Hälfte der Mehrkosten sitzen und vielerorts kommt Nachlässigkeit und Unwissen dazu. Dem Herdenschutz fehlt die starke Lobby der arrivierten Bauernverbände. Der Bauernverband sollte Lobbying für Herdenschutz machen statt für ein untaugliches Abschussgesetz. Statt sich für die Interessen der Älpler einzusetzen und den Herdenschutz wirklich auf allen Ebenen und mit Knowhow zu stärken, versuchen die Bauernverbände ein missratenes Jagdgesetz als Lösung zu verkaufen. Dem ist leider nicht so.

Kontakt:

Kurt Fluri, Nationalrat FDP, SO
M 079 415 58 88 | kurt.fluri@solothurn.ch

Medienkonferenz «Nein zum missratenen Jagdgesetz»

17. August 2020, 10.15 Uhr, Medienzentrum Bundeshaus Bern

Greta Gysin, Nationalrätin, Grüne, TI

Ein Abschussgesetz, nicht zeitgemäss und sicher kein tauglicher Kompromiss

Das Parlament hat die vom Bundesrat vorgeschlagene Revision des Jagdgesetzes ausgeweitet und den Artenschutz unnötig geschwächt. Das Bundesamt für Umwelt (BAFU) versucht die Gesetzesrevision trotzdem ins beste Licht zu rücken. Einem [Faktencheck](#) hält diese Kommunikation nicht Stand.

Ein Beispiel dafür ist die als Verbesserung gepriesene Verlängerung der Schonzeit der Waldschnepfe. Mit dem zusätzlichen Monat Schonzeit werden 4 % aller bisher im Durchschnitt erlegten Waldschnepfen vor dem Abschuss gerettet. 96 % der Abschüsse erfolgen nämlich in den Monaten Oktober und November, die weiterhin Jagdzeit bleiben. Der bessere Schutz ist also Augenwischerei, denn für die Jagd auf die Waldschnepfe gibt es ohnehin keine ökologische Begründung. 2019 wurden gemäss Jagdstatistik 1'819 Waldschnepfen geschossen, im Vorjahr 2'146.

Wäre das revidierte Jagdgesetz zeitgemäss oder eben ein Kompromiss, dann würde ganz auf die Jagd von Waldschnepfen, Birkhuhn oder Schneehuhn verzichtet. Was bringt es der Jagd diese Tiere zu töten?

Das Tessiner Schneehuhn-Beispiel zeigt exemplarisch, dass man nicht auf die Einsicht und Verantwortung gewisser Jäger-Kreise zählen darf. Das Schneehuhn ist vom Klimawandel stark betroffen und befindet sich auf der Roten Liste der gefährdeten Vogelarten. Der Tessiner Regierungsrat hat es deshalb aus der Liste der jagdbaren Tierarten gestrichen. Doch der Jagdverband meinte ein Recht zu haben aus Spass zu töten, unabhängig davon wie gefährdet eine Spezies ist und hat deshalb eine Berufung beim Bundesgericht eingereicht. Auf den Entscheid des Bundesgerichts warten wir noch, erfreulich ist aber die Antwort der Bevölkerung: Eine Volksinitiative, die den Schutz des Schneehuhns verlangt, hat sehr schnell viel mehr Unterschriften als nötig gesammelt.

Zur Untermauerung meiner Aussage, dass das revidierte Jagdgesetz kein Kompromiss ist, folgendes: Einzelabschüsse von Wölfen (Einzeltiere, die Schaden angerichtet haben) sind selbstverständlich heute schon möglich. Die Kantone können schon mit dem geltenden Recht über den Abschuss geschützter Einzeltiere entscheiden und sie können – einfach mit Zustimmung des Bundes – mit dem geltenden Gesetz sogar Bestände geschützter Tierarten regulieren. Heute erlaubt die Zustimmung des Bundes eine koordinierte Regulierung. Ohne sie (wie im Gesetz vorgeschlagen) wird ein nachhaltiger Schutz seltener Arten über Kantons- und Landesgrenzen hinweg verunmöglicht.

Auch unter Jägerinnen und Jägern umstritten

Das Jagdgesetz wird denn auch von vielen verantwortungsvollen Jägerinnen und Jägern bekämpft, denen das natürliche Gleichgewicht ein grosses Anliegen ist. Das Jagdgesetz, so wie wir es vor uns haben, ist kein Kompromiss, nein, das ist ein Rückschritt.

Kontakt: Greta Gysin, Nationalrätin, Grüne, TI | M 079 409 33 10 | greta.gysin@parl.ch

Medienkonferenz «Nein zum missratenen Jagdgesetz» 17. August 2020, 10.15 Uhr, Medienzentrum Bundeshaus Bern

Nik Gugger, Nationalrat EVP, ZH
Vizepräsident BirdLife Schweiz

Statt vernünftige Wolfs-Regulierung ein genereller Angriff auf geschützte Tiere

Klar bin auch ich für ein pragmatisches Vorgehen gegenüber dem Wolf. Niemand im NEIN-Komitee, weder Jäger, Förster, Naturschützerinnen noch wir als Parlamentarier würden uns gegen ein Gesetz mit Augenmass stellen. Der Werdegang des Gesetzes ist aber so: Von gutem Ansatz in fünf Jahren Debatte zum missratenen Ende.

Ständerat Stefan Engler wollte mit seiner Motion das «*Zusammenleben von Wolf und Bergbevölkerung*» verbessern. Er verlangte eine Anpassung des Jagdgesetzes «zum Zwecke der Bestandsregulierung bei Wolfspopulationen». Der Vorstoss fand eine Mehrheit. Auch die Naturschutz-Organisationen waren und sind bereit für eine sinnvolle Gesetzesrevision, welche den Umgang mit dem Wolf vernünftig regelt. Zu viele Sonderinteressen führten in Bern aber zu einem missratenen Gesetz: Statt den Umgang mit dem Wolf pragmatisch zu regeln, schwächt das neue Gesetz den Artenschutz in der Schweiz. Es ist ein völlig unverständlicher Angriff auf zahlreiche Arten geschützter Säugetiere und Vögel. Nur ein «Nein» sichert den Schutz von Biber, Graureiher, Luchs und weiteren Tierarten. Ein „Nein“ macht den Weg frei für eine bessere Lösung, auch für den Wolf.

Etikettenschwindel auf Kosten der Natur

Momentan läuft für das neue Jagdgesetz bereits die Vernehmlassung zur Verordnung. Der Bundesrat verkauft sie unter „Mehr Schutz für Lebensräume und Tiere“. Als Vizepräsident von BirdLife Schweiz habe ich den Entwurf natürlich mit unseren Fachleuten genau angeschaut. Der Höckerschwan steht in der Verordnung bereits auf der Abschussliste, weil das Parlament den Bundesrat per Motion dazu gezwungen hat. So kann es auch bald dem Biber, Luchs und Graureiher ergehen. Auch wenn der Bundesrat das Gegenteil behauptet: Die Verschlechterung beim Schutz der Wildtiere im revidierten Gesetz kann die Verordnung natürlich nicht korrigieren. **Abschüsse zur Bestandsregulierung sind neu auch in Schutzgebieten möglich, sie waren bisher verboten.** Die heute gültige Verpflichtung zu Massnahmen der Schadensverhütung vor Abschüssen wurde gestrichen und so fort. Der Bundesrat setzt in der Verordnung sogar noch eins drauf, indem er ohne jeglichen Grund versucht, den Schutz der Segler- und Schwalbennester für die nächste Brutsaison abzuschaffen. Unser Land braucht wirklich die Chance, ein besseres Jagdrecht mit Gesetz und Verordnung zu schaffen. Wer das missratene Gesetz unter dem Titel «Mehr Schutz für Lebensräume und Tiere» anpreist, betreibt Etikettenschwindel. Dazu braucht es jetzt einmal ein Nein am 27. September.

Kontakt:

Nik Gugger, Nationalrat EVP, ZH
M 079 385 35 35 | nik.gugger@parl.ch

Medienkonferenz «Nein zum missratenen Jagdgesetz»

17. August 2020, 10.15 Uhr, Medienzentrum Bundeshaus Bern

Daniel Jositsch, Ständerat SP, ZH

Gegen die willkürliche Aushebelung des Schutzgedankens im Jagdrecht

BV 78 IV überträgt die Verantwortung für den Schutz der Tier- und Pflanzenwelt explizit dem Bund. «Er schützt bedrohte Arten vor der Ausrottung.»

BV 79: Kompetenz betreffend Jagd liegt beim Bund, wobei er «insbesondere zur Erhaltung der Artenvielfalt der Fische, der wildlebenden Säugetiere und der Vögel» zu achten hat.

Mit der vorliegenden Revision erfolgt eine **Kompetenzverschiebung** vom Bund, wie bisher, zu den Kantonen. Der Bund hat nur noch ein **Recht auf Anhörung**.

Das bedeutet, dass die Kantone die **Kompetenz erhalten, den Abschuss** von geschützten Säugern und Vögeln in eigener Kompetenz anzuordnen.

Der neue Art. 7a sieht zwar **Einschränkungen** vor. Diese sind aber derart **offengehalten**, dass sie faktisch grenzenlose Abschussmöglichkeiten ermöglichen (sage ich als Jurist):

Sogenannte Bestandsregulierungen sind z. B. möglich zur **blossen Verhütung von Schäden**. Es genügt also eine bloss mutmassliche Schädigung, ohne dass diese besonders gross sein müsste.

Daraus ergibt sich, dass geschützte Arten **je nach Gusto der Kantonsregierung** abgeschossen werden können, ohne dass der Bund eingreifen könnte.

Das ist tatsächlich auch **so gewollt**. Unumwunden schreibt der Bundesrat in der Botschaft: «Die Verwendung der unbestimmten Rechtsbegriffe ... gewähren Bund und Kantone Spielraum im Ausführungsrecht und bei Entscheidungen im Einzelfall.»

Es geht dabei nicht einfach darum, im Einzelfall den Handlungsspielraum zu erweitern, sondern klar auch darum, den Kantonen zu ermöglichen, je nach ihren Interessen den **Schutz geschützter Tierarten auszuhebeln**. So sagt der Bundesrat geradezu sich selbst entlarvend in der Botschaft:

«Zudem werden die Gründe, die eine Bestandsregulierung ermöglichen, im neuen Artikel 7a Absatz 2 mit «grossem Schaden» und «konkreter Gefährdung von Menschen» erweitert. Dadurch wird der Spielraum, den die Berner Konvention für Abschlüsse bei Beständen von streng geschützten Tierarten bietet, maximal ausgeschöpft.»

Das Parlament entschied dann noch, dass der Schaden nicht gross sein muss. Unweigerlich führt somit die Aufgabe der Bundeskompetenz und der bewusst eingeräumte Handlungsspielraum der Kantone zu einem **Wirrwarr** des Schutzniveaus bedrohter Tierarten.

Nachhaltiger Schutz seltener Arten über Kantons- und Landesgrenzen ist damit **unmöglich**.

Da sich **Wildtiere nicht an Kantonsgrenzen** halten, wird der Schutz bedrohter Arten damit grundsätzlich in Frage gestellt.

Ich glaube, dass mit dieser Abkehr von der bisherigen Praxis eine Regel eingeführt wird, die fatale Auswirkungen auf den Schutzaspekt haben wird. Der **Bundesrat selbst hat bei der Revision der Jagdgesetzverordnung im Jahr 2012 die Bundeskompetenz begründet:**

- 1) Zustimmung Bund macht Sinn aufgrund seiner Zuständigkeit für den Artenschutz.
- 2) Sie macht Sinn aus Gründen der Rechtssicherheit, die eine einheitliche Praxis in allen Kantonen gewährleistet.
- 3) Sie macht Sinn, weil sich Wildtiere nicht an Kantonsgrenzen halten, weshalb der Schutz nur durchgesetzt werden kann, wenn der Bund über das ganze Gebiet der Eidgenossenschaft diesen Schutz gewährleisten kann.
- 4) Sie macht Sinn, weil auf diese Weise wildtierbiologische Erkenntnisse durchgesetzt werden und nicht nur kantonale Regulierungsabsichten massgebend sind.

Deshalb glaube ich, ist es aus den Gründen, die der Bund damals angeführt hat, nach wie vor sinnvoll, hier eine eidgenössische Kompetenz beizubehalten, und das bedeutet eben nicht nur Mitsprache-, sondern Entscheidungskompetenz des Bundes.

Deshalb bin ich auch oder gerade als Jurist der festen Überzeugung, dass diese Revision des Jagdgesetzes abgelehnt werden muss.

Kontakt:

Daniel Jositsch, Ständerat SP, ZH
M 079 503 06 17 | daniel.jositsch@parl.ch

Conférence de presse « Non à l'inacceptable Loi sur la chasse » 17 août 2020, 10 h15, Centre de presse du Palais fédéral

Claire Richard, députée, présidente Vert'libéraux VD

Non à la révision de la loi sur la chasse, non à une loi passéiste !

Toutes les études montrent que les espèces animales sur terre disparaissent rapidement. Notre pays n'est évidemment pas épargné, loin de là ! Il est donc urgent de préserver les espèces les plus menacées, celles figurant sur la liste rouge, qui subsistent tant bien que mal depuis des siècles, ou qui tentent avec plus ou moins de succès de se réinstaller. Or, cette révision de loi permet de tuer des animaux pourtant rares ou protégées. Liste rouge ou non, on pourra tirer le tétras lyre ou le lièvre, le héron cendré ou le cygne tuberculé, le castor ou bientôt même la loutre. Sans parler du lynx ou du loup !

En quoi ces animaux nous dérangent-ils ? Le lynx consomme certes du gibier, entrant ainsi en concurrence avec les chasseurs. Mais il est surtout un allié de poids pour les forestiers . Le cygne, accusé de polluer par ses déjections des champs proches des lacs, n'amène en réalité que des problèmes mineurs à l'agriculture. Le castor peut créer des barrages et modifier localement le lit d'une rivière. En modelant son milieu de vie, il permet en général une augmentation de la biodiversité dans son secteur.

Il est inquiétant de constater que l'on commence aujourd'hui à revenir à une notion d'un temps que l'on croyait révolu : tous les animaux qui ne sont pas directement utiles à l'homme sont potentiellement des « nuisibles » et aptes à être éliminés s'ils se mettent en travers du chemin d'un chasseur.

En effet, avec cette révision de loi, les chasseurs ou les garde-faunes pourront tuer un animal même s'il n'a pas commis de déprédation. Auparavant, il fallait démontrer qu'il y avait eu des dégâts importants pour obtenir une autorisation de tir. Cela ne sera même plus nécessaire...

Encore une fois, dans un contexte de grave perte de biodiversité dans notre pays, il est aberrant de tuer des animaux qui contribuent de manière systémique à un équilibre qui bénéficie aussi aux êtres humains. Avec, en plus, un report de compétences décisionnelles sur les cantons, entités beaucoup trop petites pour disposer d'une bonne vue d'ensemble des populations animales.

Plutôt que de dire « sus aux nuisibles ! » comme dans nos anciennes lois coutumières locales, nous devons apprendre à coexister avec la faune sauvage. L'homme risque de se mettre en danger s'il continue à détruire cette biodiversité dont il fait lui-même partie !

Contact :

Claire Richard, députée, pvl
M 079 485 80 72 | claire.richard@gc.vd.ch

Conférence de presse « **NON** à la Loi sur la chasse », 17 août 2020

Il ne s'agit que du loup ! Ou peut-être pas ?

Informations

- **Il ne s'agit que du loup.** Pensez-vous ! [Des faits : de B comme bécasse des bois à L comme lièvre brun, en passant par C comme castor](#)
- **La dangereuse vie des moutons en montagne** - chutes, accidents, éclairs, éboulements et attaques de loups. Compilation des pertes en chiffres : [la protection des troupeaux et le loup](#)
- **Les forêts de montagne apprécient la présence du lynx et du loup** : [pourquoi les gardes-forestiers disent NON](#)
- **De moins en moins d'attaques par loup** ! [Classement des attaques de loups](#) en Suisse.
- **La Loi sur la chasse apporte plus de sécurité pour les animaux** ! [Chasseurs de trophées et tétras lyre](#) se contredisent.
- **Communication de l'OFEV** : [vérification des faits](#)

Citation Urs Leugger

« Les castors créent des habitats pour des plantes et des animaux rares. La nouvelle Loi sur la chasse pourrait prochainement permettre de tirer ces sympathiques rongeurs sans qu'ils aient commis le moindre dégât - simplement parce qu'ils existent. »

Urs Leugger-Eggimann, Secrétaire central de Pro Natura

Plastique ou nature ?

L'interminable travail des forestiers et des projets de protection valent des millions essayant de protéger les jeunes arbres contre l'abrutissement par la faune. Avec des milliers de protections en plastique et de clôtures.



Le lynx et loup protègent la forêt de montagne

De Roland Métral, Ingénieur forestier EPFZ, Chemin-Dessus, VS



Les forêts de montagne nous protègent contre les avalanches. Mais uniquement si elles sont saines. Or le changement climatique les menace de plus en plus. C'est pour cela qu'il faut des forêts diversifiées et stables.

Les chasseurs autochtones que sont le loup et le lynx sont des acteurs importants de cet écosystème. Ils régulent naturellement les populations de chevreuils et de cerfs qui provoquent un abrutissement nuisible des jeunes arbres. Le loup et le lynx contribuent ainsi à des forêts riches en espèces et à leur régénération naturelle.

Abattre des animaux protégés ?



Pour une vision différente
Loi d'abattage **Non**

27 septembre 2020

La Société forestière suisse, le Projet Forêt de Montagne et Pro Sana Silva disent **NON**. Il en va de même de toutes les organisations suisses de défense de la nature et des animaux, ainsi que de nombreuses et nombreux Conseillers et Conseillers nationaux et aux Etats de tous bords politiques. Le PEV, les Vert'libéraux, les Verts et le PS disent aussi **NON**.